

I ACTIVITÉ RÉGIONALE

Afrique et Moyen-Orient

Au lendemain de la guerre d'octobre 1973, le Moyen-Orient prenait conscience de son nouveau pouvoir tout en devenant soudain beaucoup plus riche. Ces facteurs combinés allaient en faire l'objet peut-être le plus important de l'attention et de l'inquiétude mondiales. Mais la pression du changement ne s'est pas manifestée en cet endroit uniquement. Elle s'est fait sentir aussi en Afrique où des changements notables ont eu lieu, dont la fin de l'empire portugais vieux de 500 ans, une nouvelle volonté de dialogue en Rhodésie et en Afrique du Sud, les sécheresses catastrophiques dans la partie septentrionale de l'Afrique sous-saharienne, et les incidences défavorables sur les pays en voie de développement des hausses massives du prix du pétrole et de celui des engrais, des aliments de base et d'autres denrées essentielles.

L'Afrique et le Moyen-Orient renferment près de 60 États, dont quelques-uns sont si pauvres que leur PNB est inférieur à \$100 par habitant; par contre d'autres, grâce à l'accroissement de leurs revenus pétroliers, ont accumulé un excédent annuel global de 60 milliards de dollars.

Les relations du Canada avec nombre de ces pays sont nées de celles qu'il entretient avec le Commonwealth et la Francophonie, de la recherche de débouchés pour les produits canadiens et du désir d'aider au développement des pays les moins évolués. En outre, le Canada a manifesté de vives inquiétudes à l'égard du conflit israélo-arabe et du maintien du colonialisme et de l'*apartheid* en Afrique du Sud. Mais les changements récents ont aidé à insuffler aux pays du Tiers-Monde, notamment à ceux de l'Afrique et du Moyen-Orient, un nouveau sentiment de solidarité qu'ils éprouvent aussi bien en tant que bloc organisé face aux institutions multilatérales qu'en tant que producteurs de matières premières rares. Reconnaissant l'importance de ces événements, le Canada a entrepris, en 1974, d'étendre ses relations dans cette région du monde, comme premier pas vers la création progressive de liens plus solides et plus profonds avec le Tiers-Monde.

Afrique

L'année 1974 demeurera peut-être pour l'historien celle où la question du racisme et du colonialisme en Afrique a vu un début de solution. Par suite de la révolution d'avril au Portugal, la scène politique africaine a subi une transformation majeure. La Guinée-Bissau est devenue indépendante. Un gouvernement de transition a été établi au Mozambique en prévision de l'indépendance, et les mouvements de libération de l'Angola, bien que divisés, ont trouvé suffisamment de points communs pour s'unir et négocier avec le Portugal l'indépendance de l'Angola. D'autres dirigeants ailleurs en Afrique ne sont pas restés insensibles à l'importance de tels événements. Les Rhodésiens, noirs et blancs, ont été soumis à de fortes pressions de la part de leurs partisans respectifs, qui les enjoignirent de renouveler leurs efforts en vue de régler la situation politique dans une Rhodésie en rébellion.

Le gouvernement canadien a continué à soutenir sans réserve l'objectif d'une Rhodésie gouvernée démocratiquement par la majorité de ses habitants. Les sanctions économiques exercées contre le régime de Salisbury furent maintenues. Cependant, la participation du Canada au Fonds de bourses d'études du Commonwealth pour les Rhodésiens s'est poursuivie, de même que sa contribution au fonds de l'ONU à l'intention de ceux-ci.

Conformément à ses préoccupations à l'égard de la justice sociale, le gouvernement canadien a continué de condamner les politiques d'*apartheid* de l'Afrique du Sud. Il a également soutenu les efforts constants du Secrétaire général de l'ONU, visant à régler le problème namibien et à assurer aux peuples de la Namibie (Afrique du Sud-Ouest) le droit à l'autodétermination.

L'inquiétude que suscitent au sein du gouvernement les injustices qui règnent en Afrique du Sud a motivé en grande partie l'accroissement de l'aide humanitaire du Canada à cette région. La nouvelle politique, telle qu'annoncée, permet le versement de subventions équitables pour des projets mis sur pied ou appuyés par des organismes canadiens indépendants et des organismes internationaux réputés. Elle n'excluait pas l'aide indirecte aux membres de mouvements de libération. Cette politique a donné lieu à nombre de discussions dans le grand public, qui l'a examinée de près, mais elle a finalement été